

Choses d'Europe

En Angleterre

Il était facile de le conjecturer : le conflit anglo-turc n'a pas duré longtemps. Moins de huit heures avant l'expiration du terme de l'ultimatum, le Sultan baisait pavillon. L'occupation de la partie de Tabah ou péninsule sinaïque passera de la soldatesque turque aux forces armées de la Grande-Bretagne. Une commission délimitera ou fera semblant de délimiter les frontières entre l'Égypte et les possessions proprement dites de la Sublime Porte, "après" quoi le "War Office", dit délicieusement la "pêche de la presse associée", organisera militairement cette partie de l'Égypte, de façon telle "qu'elle sera mise à l'abri de tout coup de mains de la part des Turcs!"

Nous demandions si la Grande-Bretagne allait exiger une compensation ou des dommages-intérêts de la Turquie pour le dernière escapade de ce fantaisie pupille. La réponse ne s'est pas fait attendre et la plus parfaite compensation n'est-elle pas dans la main mise sur le territoire en dispute! Voilà ce qu'on appelle régler une affaire aussi sommairement que définitivement. Ce que l'Angleterre tient elle le garde. N'est-elle pas la grande policière du monde mais des terres et des mers méditerranéennes plus spécialement et n'était-il pas vraiment à craindre, pour le repos et le bonheur de l'humanité, que le Commandant des Croyants, ou du moins sa soldatesque indisciplinée et barbare, troublât à nouveau cette dépendance de l'Égypte et ressuscitât les querelles, à peines assoupies, du protectorat anglais dans le vieux royaume de Cléopâtre? S'emparer de l'objet en litige c'est supprimer le litige même.

Voilà un des plus beaux tours de la diplomatie anglaise, exécuté, bien entendu et suivant les légendaires traditions, au nom de la civilisation et comme pour protéger, contre elle-même, la faiblesse de la Puissance dépossédée!

* * *

Nous avons assisté dernièrement à un double spectacle, fort réjouissant pour ceux qui s'obstinent à ne juger que par les actes sans tenir compte des déclarations diplomatiques ou des discussions parlementaires.

Pendant que l'idée du désarmement général est chaleureusement soutenue par la presse anglaise la mieux posée, pendant qu'au nom des intérêts les plus sacrés de l'humanité, du bonheur des grands et des petits, du bien-être surtout des travailleurs qui fournissent la chair à canon, les philanthropes, les économistes et les philosophes anglais s'esquintent à démontrer la nécessité de la pacification du monde, la Chambre des Lords soulève la question de la défense de l'Empire!

C'est à l'Allemagne surtout que l'on entend prêcher le désarmement.

Mais l'Allemagne veut se créer un empire colonial; elle en reconnaît l'urgence pour établir, chez elle, sous la protection de son aigle, le surplus si considérable de sa population de plus en plus débordante.

Ce que l'Allemagne compte aux États-Unis, dans les républiques américaines, au Canada même, de forts, industriels et intelligents enfants qui travaillent au développement de la richesse étrangère!

Mais pour fonder des empires lointains il faut une flotte et cette flotte l'Allemagne la crée, au grand déplaisir de la Grande-Bretagne, maîtresse des mers depuis Elizabeth. Et cette flotte appuierait, où besoin serait, l'effort de l'armée de terre.

Rival sur mer, souverain sur la terre continentale de l'Europe, l'Empire allemand c'est le cauchemar de l'Empire britannique. Se rendra-t-il aux obligations de la presse britannique? Désarmerait-il, supposant le cas où la Russie et la France en feraient ainsi?

On sait bien que non. Aussi, sans le moindre respect pour les prédications pacifistes qu'ils tiennent, avec raison, pour de la pure littérature, les hommes d'État anglais poursuivent leur plan de réorganisation de l'armée régulière dans les limites du Royaume-uni même et au dehors, dans les grandes colonies autonomes.

Le duc de Portsmouth secrétaire au Parlement, du War Office, a répondu aux interpellations que le gouvernement étudie un plan de mobilisation qui lui permettra de mettre sur pied autant de troupes disciplinées et bien entraînées que n'importe quelle puissance continentale.

Quant aux ports de mer anglais, ils seront protégés, a-t-il dit, par un système de défense capable de repousser n'importe quelle attaque, fut-elle la plus vive et la plus soudaine du monde!

Notre ancien commandant militaire a pris occasion de la campagne de désarmement pour offrir son avis sur la question de défense impériale. Il ne favorise pas le service obligatoire des adultes, mais il demande l'entraînement militaire de toute la jeunesse et la connaissance parfaite du tir. Il espère que le gouvernement organisera un plan de défense de tout l'Empire reposant sur l'armement de ses sujets en état de porter les armes.

Ce plan comprendrait les colonies, le Canada par conséquent. Lord Dundonald croit évidemment à la longueur du bras impérial. Mais ne souffre-t-il pas d'une illusion d'optique dont sa présence, ici, aurait dû le guérir.

Quoi qu'il en soit l'armement de l'Empire est à l'ordre du jour dans le Royaume-uni; on ne fait que des gorges chaudes des prédications pacifistes. Quant à l'opinion de la presse étrangère sur ce mouvement humanitaire qui s'affiche dans de singulières circonstances, on se demande pourquoi l'Angleterre augmente au lieu de diminuer ses unités de marine de guerre; pourquoi aussi prend-elle ombrage des efforts de l'Allemagne pour se constituer en puissance de mer à côté de ses rivales d'Angleterre et de France. On conclut, très raisonnablement que chaque puissance prêche aux autres ce qu'elle ne veut pas faire et fait, dans l'intervalle, tout ce qu'elle peut pour se donner ce qui lui manque tout à fait, ou augmenter l'effectif des armements de terre, ou de mer, qu'elle possède déjà.

De ce train on arrivera lentement au désarmement général des nations qui sont déjà armées et l'on inspirera à peine le dégoût des armes aux peuples désarmés.

En Russie

La Douma procède paisiblement aux travaux de sa première session. Le discours du Tsar était remarquable par son esprit de justice et de libéralité envers le peuple nouvellement émancipé et chargé des fonctions du gouvernement constitutionnel.

La réponse au discours du Trône a été confiée à un comité composé des éléments les plus raisonnables de la nouvelle chambre. Le ton en sera, assure-t-on, modéré et rencontrera les vues du Tsar et de ses partisans sincères du nouveau régime. On y insinuera clairement que le chef de l'exécutif, dans l'intérêt de sa sécurité personnelle et de la tranquillité publique, devrait, peu à peu, se dépouiller de son autorité pour se remettre de plus en plus à la discrétion d'un conseil exécutif qui posséderait la toute confiance des chambres populaires.

C'est à ce but suprême de toute action représentative, que poussera, évidemment, la constitution russe.

Du moment que la Douma tient en main la gestion des deniers qu'elle fait voter et qu'elle dispense à son gré, il est clair qu'elle possède les attributions essentielles de tout pouvoir prépondérant dans l'organisme gouvernemental.

La Douma demandera aussi l'amnistie pour tous les accusés politiques et d'ores et déjà on assure que le cabinet russe est décidé d'amnistier dans une large mesure une certaine classe, très nombreuse, d'inculpés, de fait tous les inculpés à part les personnes convaincues de meurtre ou de tentative de meurtre dans les agitations agraires.

La question d'autonomie dans certaines provinces avec droit pour chaque race de parler sa langue, sera sûrement discutée dès la présente session. On assistera à un réveil polonais qui marquera une ère nouvelle pour les survivants de la malheureuse Pologne russe que la ferme adhésion à sa foi et à sa langue, aura, comme tant d'autres vaincus de la guerre et de la persécution, sauvée de l'anéantissement parmi les nations.

En France

Le premier mai et les élections passés, la France semble respirer et à part les grèves socialistes et révolutionnaires qui tiennent contre toute raison d'être, les affaires ont repris leur train train ordinaire.

Des deux dates ci-dessus, on ne retient guère que la farce des complots contre la République et la fumisterie des perquisitions à domicile dont un radical, le plus tendre des radicaux pour le gouvernement Sarrien-Clémenceau, rend compte un peu plus loin.

Des avis, provenant de notre correspondance particulière, en date du 4 de mai en cours, nous confirment tout à fait dans les prévisions de notre chronique précédente.

"Paris est rentré dans le calme après les échauffourées du 1er mai", nous écrit un de nos correspondants placé mieux que personne pour connaître et apprécier les dessous comme les dessous de la Grand-Ville. "On ne saura guère ce que seront devenus les blessés transportés dans les hôpitaux. Nous apprenons cependant que l'un des chefs anarchistes, un Russe, porteur de bombes à Vincennes, a péri, les uns disent de l'explosion de ses bombes, les

autres avec plus de probabilité, du coup de la police.

"Le complot est une sinistre fumisterie qui couvre de ridicule et les Clémenceau qui l'ont inventé et "Le Matin" qui s'en est fait le journal officiel. On parle de 10,000 abonnements retournés au journal.

"Que seront les élections? Si elles sont destinées à représenter véritablement la France, elles seront fort divisées et multicolores. Nous gagnerons peut-être quelques sièges et ce ne sera pas là un succès banal, mais un indice bien concluant de l'état des esprits. Mais il restera toujours le phénomène illogique, mais non pas incompréhensible d'une majorité honnête régie par une minorité odieuse.

"Je dis que le phénomène ne manque pas d'explication. C'est qu'en effet les minorités sont toujours de leur nature plus actives, moins scrupuleuses sur le choix des moyens; et quand les circonstances particulières ou les desseins de la Providence leur a mis le pouvoir en mains et les a transformés en majorité de gouvernement, alors c'est la tyrannie avec l'abus de tous les moyens dont dispose le pouvoir, argent, honneurs, places etc... Nous en sommes là. Mais si dans les élections de dimanche que vous connaîtrez avant que de recevoir cette lettre, il y a un déplacement, ne fut-ce que de dix ou vingt sièges, voilà qui sera d'autant plus significatif que les "grands moyens", complots, argent, terreur, auront été mis en oeuvre pour l'empêcher".

* * *

A propos des perquisitions, la presse anglaise n'a pas marchandé sa réprobation à l'endroit du gouvernement qui a inventé de toutes pièces le complot. Les partis, en France comme partout constituent des comités d'organisation électorale qui cherchent, par tous les moyens, souvent les moins avouables, à se fortifier aux dépens des adversaires. De là des fonds d'élection, des fiches de renseignement sur les amis, les tièdes et les adversaires déclarés. Mais de là au complot contre l'État, il y a loin.

Le "Daily Express" de Londres dit fort bien :

C'est un fait curieux que souvent, lorsqu'un gouvernement français se trouve en mauvaise posture, on signale la découverte d'un complot contre l'État. Quelquefois le danger est réel et quelquefois le complot est à moitié dangereux et à moitié ridicule.

Et la "Tribune":

Ces complots sont, en France, un divertissement connu des personnes riches et désœuvrées. Cependant, l'affaire actuelle semble avoir un caractère un peu plus sérieux, car M. Clémenceau a la conviction que cette bizarre alliance entre royalistes, bonapartistes et cléricaux est allée jusqu'à aider les grévistes à Courrières et à les exciter aux actes de violence. Tout cela se fait sans doute dans un but électoral, car des dissentiments se seraient produits parmi les conspirateurs, s'il avait été question d'un projet important. Les mineurs devaient faire peur aux bourgeois et les cléricaux devaient profiter de la panique.

Sait-on bien ce que c'est que ces fameuses perquisitions dont on a tant fait usage, dernièrement à la veille des élections en France? Dans un pays de liberté comme le nôtre, il n'est pas possible de s'en faire une simple idée. Écoutez là-dessus le chroniqueur du "Matin", journal à la dévotion de la 3ième République et rendons grâce au ciel de vivre sous le régime des libertés publiques et privées telles qu'on l'entend en Grande-Bretagne :

Savez-vous que nous vivons dans un drôle de pays?

Un monsieur est chez lui, couché, dormant à poings fermés. Tout à coup une sonnerie retentit. Réveil en sursaut. La sonnerie marche toujours, c'est celle de la porte de l'appartement. Le monsieur effaré fait de la lumière, regarde la pendule: cinq heures et demie!

Qui peut sonner à pareille heure? Sa première pensée est que le feu a pris dans la maison. Vite! il saute à bas de son lit, court à la porte, ouvre et se trouve en face d'un inconnu, flanqué d'un ou de plusieurs acolytes, qui lui dit à brûle-pourpoint:

—Je suis commissaire de police, voici mon écharpe, je viens perquisitionner chez vous, voici mon mandat.

—Perquisitionner? Et pourquoi? De quoi suis-je accusé?

—Je n'en sais rien, j'obéis à des ordres. Veuillez me laisser entrer et me donner vos clefs.

Et, aussitôt, le commissaire commence à ouvrir les tiroirs, à fouiller partout, prend vos papiers, votre correspondance, dresse un procès-verbal, salue et s'en va, emportant le tout.

C'est ainsi qu'est comprise l'inviolabilité du domicile sous un régime de liberté.

Notez que tous nous sommes exposés à pareille inquisition. L'autorité n'a pas même besoin d'invoquer la sûreté de l'État.

Elle peut prétendre, si bon lui semble, tout en sachant parfaitement le contraire, que vous fabriquez des allumettes ou que vous détenez du tabac de contrebande (le fait s'est produit jadis au cinquième étage d'une maison de la rue Yvon-Villars).

Après, votre innocence étant reconnue, on vous rend vos papiers. Mais votre correspondance a été lue votre existence intime a été étalée devant les policiers ou les gens de justice. Pas de recours possible, pas de plainte à formuler, la loi autorise ces choses.

Et, ainsi, nous sommes à la merci de la police ou d'un ministre qui passe. C'est extrêmement agréable, et les Français sont de bien bonnes bêtes. — H. HARDUIN.

Délicieux, n'est-ce pas? et la France n'est-elle pas, vraiment, le pays classique de la liberté, de l'égalité de la fraternité?

NEMO.